



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N°146 – 4^{ème} trimestre 2010

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
Les placements des ménages	12
Les disponibilités des entreprises	13
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	14
4.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	15
L'endettement des ménages	16
L'endettement des entreprises	17
5. Risques sectoriels	18
6. Indicateurs de vulnérabilité	20
7. Rappel des taux	21
7.1 Taux réglementés	21
7.2 Principaux taux de marché	21
7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises	21
7.4 Taux de l'usure	21
8. Monnaie fiduciaire	22
8.1 Emission mensuelle de billets euros	22
8.2 Emission mensuelle de pièces euros	22

Méthodologie

1) Les incidences de la réforme SURFI sur l'élaboration des statistiques monétaires

La système SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) se substitue, depuis juin 2010, au système BAFI (Base des Agents Financiers). Cette réforme implique des modifications liées à la production de nouveaux tableaux par les établissements de crédit et une nouvelle taxonomie. La mise en œuvre de ce nouveau système d'information s'est accompagnée de difficultés techniques ayant empêché la publication d'un bulletin trimestriel de conjoncture financière du 2^{ème} trimestre et retardé la production du présent bulletin.

S'agissant de l'outre-mer, la réforme SURFI permet de mieux référencer les établissements de crédit ayant une activité de crédit ou de collecte de dépôts et d'établir ainsi un périmètre plus exhaustif des encours totaux de crédit et de collecte.

2) Les nouveaux critères de différenciation des établissements locaux et ceux non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. La réforme SURFI a été l'occasion d'intégrer dans le champ des établissements locaux des établissements jusqu'ici considérés comme non installés localement : il s'agit de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), de l'Agence Française de Développement (AFD) et de la CASDEN-BP.

3) Enquête

L'IEDOM réalise trimestriellement une enquête de conjoncture auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement. Le questionnaire vise à appréhender les évolutions de leur activité commerciale en dépôts et en crédits ainsi que leur opinion portant sur différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées relativement à la taille des établissements en fonction de leurs encours en dépôts ou en crédits selon la nature de la question posée. Les résultats obtenus donnent une mesure synthétique de l'appréciation de la situation.

4) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ci-après concernent exclusivement les dépôts auprès des banques locales et de la Banque postale. Il s'agit d'un périmètre englobant la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. En sont exclus les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

En plus des *dépôts à vue*, *les placements liquides ou à court terme* regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils comprennent les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires). *L'épargne à long terme* est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont cependant pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit de la place mais gérés par des sociétés affiliées, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages comprennent les particuliers, les entrepreneurs individuels (EI) et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières (SNF) ; les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et les fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

5) Passifs financiers

Au titre des passifs financiers, est présentée la situation des crédits octroyés par les établissements de crédit locaux d'une part, et par l'ensemble des établissements d'autre part. Il s'agit d'un périmètre englobant la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Les entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre les catégories entreprises et ménages selon les types de crédits considérés. Les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés en encours des ménages avec les données des particuliers, alors que les autres catégories de crédit des EI le sont en encours des entreprises avec la totalité des données des sociétés non financières (SNF).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage, tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

S'agissant des ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation recouvrent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

6) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (scr) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique dans les DOM, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information, bien que non exhaustive, permet une analyse des encours de crédits par secteurs économiques.

Cette base statistique est complétée par les données d'encours de créances douteuses déclarées localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10.000 euros, et par celles des arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros, transmises par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

REMARQUE

Suite à la mise en œuvre de SURFI, les séries historiques d'actifs et de passifs financiers publiées dans ce bulletin diffèrent sensiblement de celles publiées dans les précédentes éditions.

S'agissant des actifs financiers, l'intégration de la CASDEN-BP dans le champ des établissements installés localement (ECIL) a entraîné une hausse des encours.

S'agissant des passifs financiers, l'intégration de nouveaux établissements dans le champ des ECIL (CDC, CASDEN-BP, AFD) a également entraîné une forte hausse des encours de la place bancaire locale. Néanmoins, en considérant l'ensemble des concours (établissements installés ou non localement), l'effet de ce reclassement est neutre.

1. Synthèse

1 – Evolution conjoncturelle internationale

La reprise économique mondiale continue de progresser mais demeure inégale, modérée en Europe et aux Etats-Unis, alors que des risques de surchauffe se développent dans les économies émergentes.

Révisée à la baisse, la croissance américaine affiche une progression de 2,8 % sur le quatrième trimestre 2010, **marquée par un taux de chômage toujours élevé (8,9 % à fin février) et des indicateurs économiques qui s'améliorent lentement.**

Dans la zone euro, le PIB connaît une évolution modérée (+ 0,3 % au dernier trimestre) et demeure fragilisé par la crise de la dette souveraine. De nouvelles tensions sont apparues sur les marchés obligataires à la suite de la **dégradation de la notation de l'Espagne et de la Grèce par une agence de notation financière.** Toutefois, la crise semble **s'atténuer depuis l'adoption d'un Pacte pour l'euro visant à aider les pays de l'Union européenne en difficulté (renforcement du fond européen de stabilisation à 440 milliards d'euros).** L'euro s'est nettement redressé par rapport au troisième trimestre 2010 et s'échangeait à plus de 1,38 dollar sur le début du mois de mars 2011.

En Asie, la situation économique du Japon est particulièrement préoccupante après le séisme, le tsunami et **l'accident nucléaire qui ont dévasté la côte pacifique au nord de Tokyo.** La Banque centrale a injecté 15 000 milliards de yens (soit 131,6 milliards d'euros) dans **treize banques des régions sinistrées.** Enfin, dans un contexte de surchauffe économique ces dernières années, la Chine **s'est fixée un objectif de croissance plus raisonnable (7% en moyenne par an) et plus qualitatif (réduction des inégalités) pour les cinq ans à venir.**

La reprise économique mondiale et un contexte géopolitique particulièrement tendu dans les pays arabes ont conduit à une envolée des cours des matières premières et des prix alimentaires. Ainsi, le baril de pétrole a atteint un niveau record en dépassant la barre des 100 dollars à la fin du mois de février 2011. Les tensions inflationnistes **s'accroissent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise actuelle.** Cela notamment vient **d'inciter la BCE à relever son principal taux directeur de 25 points de base à compter du 13 avril prochain, à 1,25 %,** alors que la FED le maintient dans une fourchette historiquement basse, comprise entre 0 % et 0,25 %.

Dans ce contexte économique, la plupart des grandes banques internationales ont affiché des résultats en **redressement pour l'année 2010, en partie liée à la baisse significative du coût du risque.** Les cinq premières banques françaises ont ainsi cumulé **21 milliards d'euros de profit.** Toutefois, les prochaines normes réglementaires (Bâle III¹) vont poser de nouvelles contraintes aux banques internationales, tant du point de vue de la solvabilité que de la liquidité, qui pourraient à court terme affecter leur rentabilité.

2 – Evolution conjoncturelle en Guadeloupe

Dans une conjoncture économique mieux orientée, **l'activité de crédit** montre de réels signes de reprise. L'**encours** sain enregistre en effet son plus fort taux de croissance depuis décembre 2008. Cette embellie **est d'avantage portée par les ménages que par les entreprises.** Le **financement de l'habitat des ménages s'accroît,** illustrant la reprise des transactions immobilières. Les crédits à la consommation affichent également **des signes d'amélioration.**

Par ailleurs, **la fin d'année 2010 a vu les perspectives d'investissement s'améliorer et l'activité des entreprises** prendre une meilleure orientation pour la première fois depuis mi-2009. Les entreprises sont cependant restées **prudentes en termes d'investissement, préférant se limiter aux besoins de renouvellement.** Parallèlement, le recours aux **crédits d'exploitation** est resté limité.

Les collectivités locales connaissent pour leur part une forte hausse de leurs encours portée par les crédits **d'investissement.**

En parallèle, la croissance modérée du total des avoirs financiers observée depuis 2008 se confirme. Dans le détail, **en raison d'un comportement encore attentiste des agents économiques, les dépôts à vue ont continué de progresser à un rythme soutenu.** La progression de l'épargne longue demeure dynamique, tandis que les placements indexés sur les taux de marché reculent, en lien avec la faiblesse des niveaux de rémunération proposés.

Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM sur la place bancaire locale, l'activité bancaire dans le département devrait poursuivre son amélioration au 1er trimestre 2011, en lien avec une reprise de la conjoncture économique dans l'archipel.

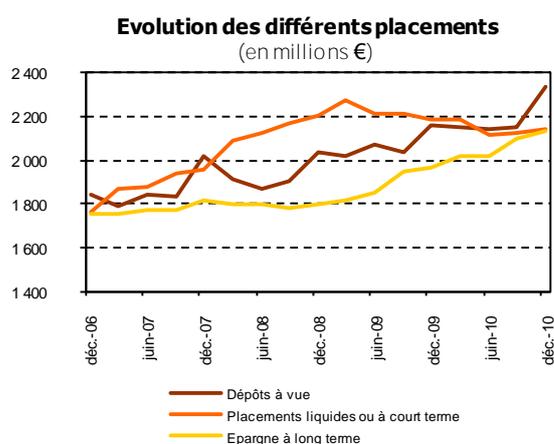
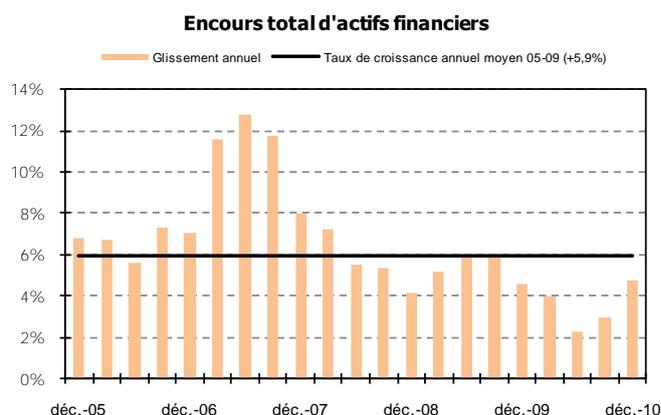
¹ Transposition en droit national d'ici le 1^{er} janvier 2013.

2.1 - L'évolution des actifs financiers en Guadeloupe

Croissance relativement modérée des actifs financiers à fin décembre

A fin 2010, l'encours des actifs financiers des agents économiques de Guadeloupe s'élève à 6,61 milliards €. Sur un an, il enregistre une hausse contenue (+4,8 %, soit +300,2 millions €), en dépit d'une légère accélération de son rythme de croissance (+0,2 point). Cette évolution demeure inférieure de 1,2 point à l'augmentation annuelle moyenne relevée au cours des quatre précédentes années. En rythme trimestriel, une croissance de 3,6 % est observée (après +1,6 % en septembre 2010).

L'évolution d'ensemble est principalement imputable à la hausse de 8,1 % (+175,6 millions €) des dépôts à vue, principal actif financier des agents économiques (35,3 % du total). Quoiqu'en léger ralentissement sur un an, l'épargne longue a maintenu une bonne performance (+8,8 %, contre +9,2 % en 2009), notamment en matière d'assurance-vie. A l'inverse, Le maintien à un niveau faible du principal taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne en 2010 (1 % depuis mai 2009) n'a pas favorisé l'amélioration du rendement des placements indexés sur les taux de marché. L'encours de l'épargne à court terme s'est ainsi replié pour le deuxième exercice consécutif (-2,2 % en 2010, après -0,7 % en 2009) en lien avec le désintérêt des épargnants pour ce type de placements.



Forte hausse des dépôts à vue

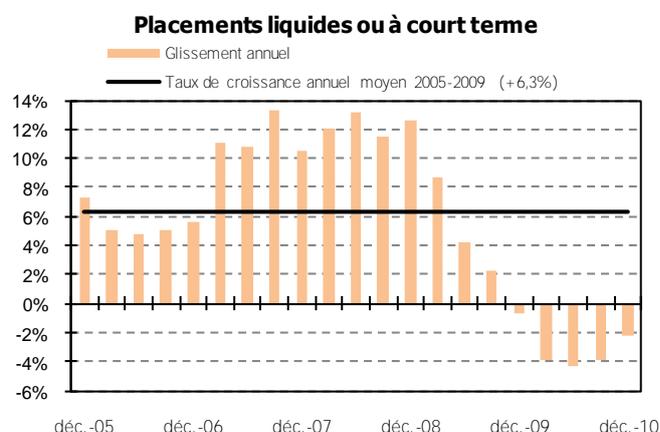
Malgré les signes de reprise en Guadeloupe, les agents économiques ont globalement continué d'afficher un comportement financier attentiste en fin d'année 2010. L'encours des dépôts à vue qui s'élève à 2,34 milliards € a de nouveau fortement augmenté dans le département (+8,1 % contre + 6,2 % en 2009 comparativement à +0,7 % en 2008). Ce taux est supérieur à la moyenne annuelle relevée sur la période 2005-2009 (+6,2 %).

Le comportement de précaution observé est davantage perceptible pour les entreprises (+11,5 % après +7 % en 2009), le rythme de croissance des dépôts à vue des ménages passant de +7,5 % à +6,7 % fin 2010, soit un taux inférieur à la croissance annuelle moyenne observée entre 2005 et 2009 (+7,3 %).

Nouveau recul des placements liquides ou à court terme

Les agents économiques affichent depuis 2009 un désintérêt relativement marqué pour l'épargne liquide en raison notamment de la faiblesse des niveaux de rémunération des placements à court terme. Malgré une très légère remontée des taux sur le marché monétaire en 2010 (0,4902 % contre 0,3476 % en 2009 pour le taux moyen monétaire mensuel) et le relèvement à partir d'août 2010 de la rémunération de l'épargne réglementée, la contraction de l'encours des placements liquides ou à court terme s'est poursuivie (-2,2 % contre -0,7 % en 2009).

Cette diminution est exclusivement expliquée par un net recul des placements indexés sur les taux de marché (-10,4 %) après une baisse déjà prononcée en 2009 (-14,5 %). Si les dépôts à terme connaissent une diminution moins marquée qu'en 2009 (-4,1 % contre -22,2 %), les OPCVM monétaires chutent de 19,1 % sur un an.



En raison de rémunérations peu attractives des différents placements, les comptes d'épargne à régime spécial enregistrent un net ralentissement en 2010, l'encours augmentant de seulement 1,7 % (+24 millions €), après une progression de 6,4 % en 2009. On relève également la nette décélération du rythme de croissance des livrets A (+5,7 %), en contraste avec le dynamisme record de 2009 (+15,6 %), consécutif à l'ouverture à la concurrence de la commercialisation de ce produit.

Dynamisme de l'épargne longue

A fin décembre 2010, l'encours de l'épargne à long terme enregistre une croissance de 8,8 % (+171,9 millions €) après une hausse de 7,9 % en septembre 2010. Cette évolution est toutefois légèrement en deçà de celle relevée fin décembre 2009 (+9,2 %).

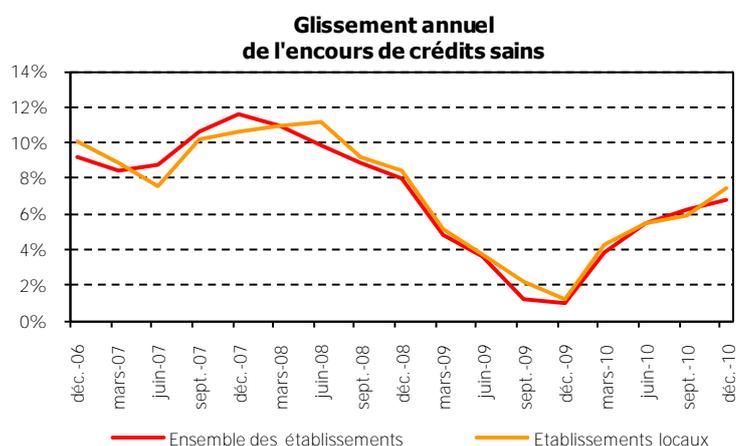
L'épargne longue des ménages, qui représente 96,5 % du total, a affiché une croissance de 8,3 % (+157,9 millions €) sur un an. Cette performance a surtout été permise par une accélération de la progression de l'assurance-vie en Guadeloupe, avec un taux de croissance de 14,5 % sur un an (+160,9 millions €) contre +13,9 % en 2009. L'assurance-vie demeure le premier produit d'épargne à long terme des ménages avec 61,6 % du total. Après quatre années de baisse, l'encours des plans d'épargne logement (PEL), deuxième composante de l'épargne longue après l'assurance-vie (20,9%) affiche une légère hausse (+0,6 % ; +2,6 millions €). Les OPCVM non monétaires augmentent de 7,5 %, soit +8,2 millions €, après un recul en 2009 (-5,2 %). A l'inverse, l'encours des portefeuilles titres enregistre un net ralentissement de son rythme de croissance (+2,5 % après +23,2 % en 2009).

2.2 - L'évolution des passifs financiers en Guadeloupe

Redémarrage de l'activité de crédit en Guadeloupe

En fin d'année 2010, l'activité de crédit dans le département affiche un net redémarrage.

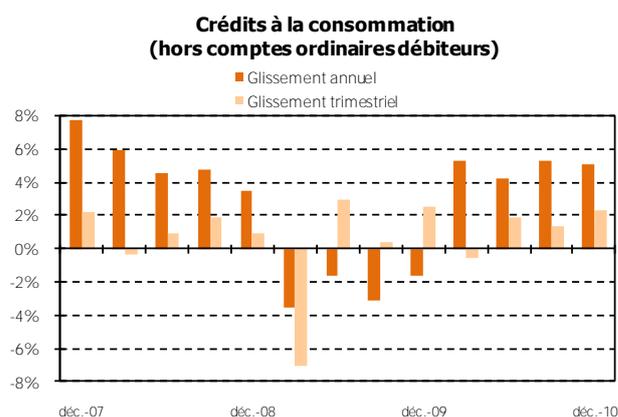
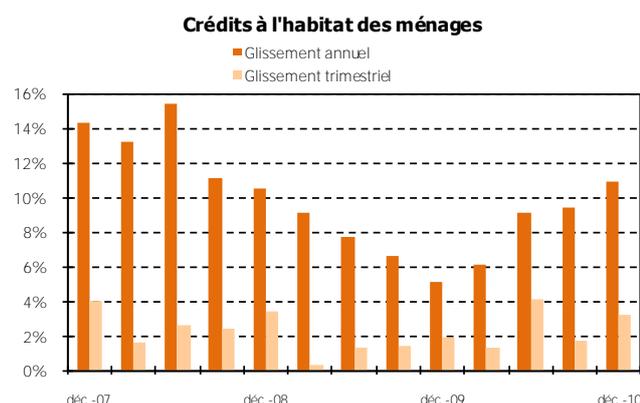
L'encours sain atteint en effet 7,18 milliards €, en augmentation de 6,8 % sur un an (+460,3 millions €), contre +1,1 % en 2009 et +7,8 % en moyenne annuelle sur les quatre années précédentes. Il s'agit toutefois d'un taux encore inférieur à la hausse observée en 2008 (+8 %). A titre de comparaison, l'encours sain de crédits augmente de 4,5 % sur un an en Martinique et de 4 % en France hexagonale. En rythme trimestriel, une croissance de 3 % (+208,6 millions €) est enregistrée en décembre (contre +0,9 % en 2009).



Les établissements installés localement (89,6 % de l'encours sain total) connaissent un plus fort dynamisme, avec une hausse d'encours de 7,4 %, contre +2,1 % pour les établissements non installés localement.

Reprise significative des crédits aux ménages

Avec un rythme de croissance soutenu (+8,9 % en 2010, après +2,4 % l'année précédente), les ménages demeurent les principaux contributeurs à l'évolution d'ensemble des concours (3,3 points). Composé à 65,1 % de crédits à l'habitat, l'encours des ménages guadeloupéens s'élève à 2,73 milliards € à fin décembre 2010.



Après une légère hausse en 2009 (+5,1 %), le financement de l'habitat affiche une croissance annuelle de 10,9 % (+174,5 millions €) en 2010. Cette évolution, très proche de celle de l'année 2008 mais inférieure à la croissance observée en 2006 et 2007, témoigne d'une reprise de la demande immobilière en 2010¹.

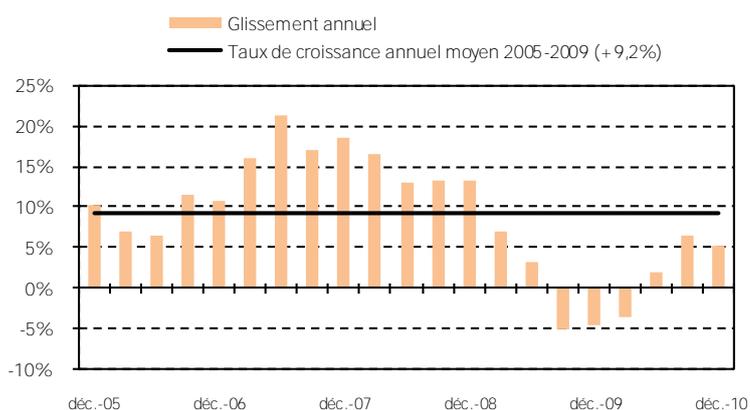
L'évolution de l'encours de crédits à la consommation (+5,3 %, soit +48,1 millions € sur un an après -1,9 % en 2009) est allée de pair avec celle des immatriculations de véhicules au cours de l'année (+7 % sur un an). Plus généralement, cette embellie est liée à un retour progressif de la confiance des ménages, à l'origine d'un accroissement des dépenses de consommation.

Légère embellie des crédits aux entreprises

A fin décembre 2010, l'encours de crédit porté par les entreprises de l'île (3,37 milliards €) a augmenté de 1,8 % en glissement annuel (+1,2 % en France hexagonale), après avoir diminué de 1,2 % l'année précédente.

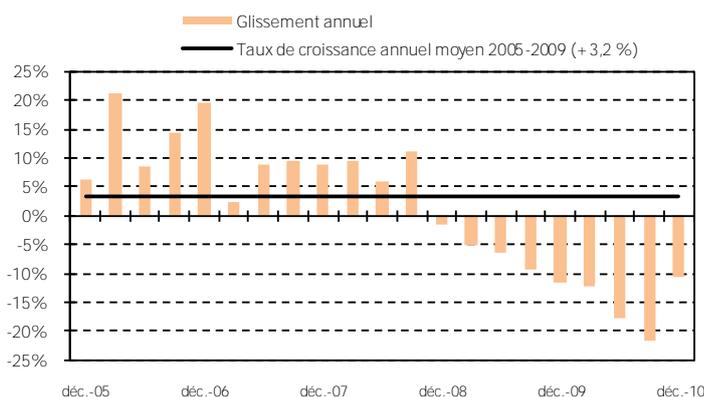
L'évolution d'ensemble provient essentiellement de la hausse des crédits d'investissement. En effet, après un retournement brutal du marché en 2009 (-17,8 points de croissance annuelle), l'encours enregistre une évolution de 5,2 % (soit +68,9 millions €) fin 2010 pour atteindre 1,39 milliard €, à l'instar des principaux indicateurs d'investissement dans le département. Dans le détail, les crédits à l'équipement augmentent de 6,2 % (+67,3 millions €) en raison essentiellement d'un regain de l'investissement de renouvellement. Les entrepreneurs individuels ne sont pas concernés par cette amélioration, leurs crédits à l'équipement régressant de 5,4 millions €. L'encours de crédit-bail des entreprises reste relativement stable sur un an (+0,7 % ; +1,6 million €).

Crédits d'investissement des entreprises



Parallèlement, les crédits à l'habitat des entreprises (1,60 milliard €) enregistrent un nouveau ralentissement du rythme de croissance (+1,9 % après +4,9 % en 2009 et +6,2 % en 2008). A fin 2010, les crédits à l'habitat représentaient 47,4 % de l'encours total porté par les entreprises.

Crédits d'exploitation des entreprises



Après un repli de 11,7 % en 2009, les crédits d'exploitation affichent une forte contraction en 2010 (-10,7 %, soit -42,6 millions €). Cette évolution est à mettre en regard d'une meilleure tenue des comptes de dépôt à vue des entreprises, en hausse de 11,5 % sur un an. L'ajustement mécanique des charges d'exploitation des entreprises à leur volume d'affaires réduit pourrait être à l'origine d'un repli du recours au découvert et aux crédits de trésorerie dont les encours reculent respectivement 17,7 % (-28,5 millions €) et 13,1 % (-22,9 millions €). En revanche, l'affacturage et les créances commerciales retrouvent une croissance positive (respectivement +28,6 % et +4,5 % sur un an).

Au 31 décembre 2010, l'encours de crédits à moyen et long terme et de crédit-bail déclarés au Service central des risques de la Banque de France (SCR) sur des entités de Guadeloupe, hors collectivités locales, s'élève à 2,91 milliards d'euros, en hausse de 3,2 % (+91,2 millions €) sur un an (après +3,9 % en septembre 2010 et +3,3 % en décembre 2009). Après avoir enregistré un net ralentissement en septembre 2010 (+2,6 % contre +4,9 % en juin 2010), le secteur de l'immobilier, principal bénéficiaire de l'activité de crédit, enregistre une croissance de 3,7 % (+49,8 millions €) à fin décembre. Les encours du secteur « activités spécialisées, scientifiques et techniques » affichent également une augmentation de 3,7 % sur un an (contre +5,9 % en septembre 2010). Les efforts d'investissement dans le secteur « activités de services administratifs et de soutien » sont importants, l'encours augmentant de 10,9 %

¹ Le nombre de permis de construire délivrés pour des logements neufs a augmenté de 23 % sur un an.

(+12,1 millions €) en glissement annuel (après +1,3 % en septembre 2010). Le secteur de l'agriculture reste dynamique, en hausse de 7,6 % sur un an (après +9,6 % en septembre 2010). A l'inverse, après un timide redressement en septembre 2010 (+1 % contre -0,5 % en juin 2010) et en dépit d'une croissance positive des crédits à la consommation des ménages, l'investissement des entreprises dans le secteur du commerce enregistre un net recul au quatrième trimestre (-10,6 % ; -24,1 millions €). La chute des encours dans le secteur de la construction, de l'hôtellerie-restauration et du transport se poursuit (respectivement -15,6 %, -5,5 % et -14,5 %).

Forte croissance des crédits au secteur public

Après une très faible hausse en 2009 (+2,2 %), les crédits alloués au secteur public (10,6 % de l'encours total) s'inscrivent en forte augmentation (+12,2 %, soit +82,7 millions €) sur un an. Cette évolution provient notamment d'importants financements en faveur du Conseil régional, du Conseil général et de la Collectivité de Saint-Martin. Les crédits d'investissement, moteur de ce marché (97,3 % de l'ensemble), affichent une hausse de 12,5 % (+82,2 millions €). L'encours est porté à hauteur de 82,5 % par les établissements de crédit locaux.

2.3 – Les indicateurs de vulnérabilité financière des agents économiques

A fin décembre 2010, le **taux de créances douteuses brutes s'élève à 8,4 %**, en hausse de 0,2 point sur 3 mois et de 0,6 point sur un an. Le taux porté par la seule place bancaire locale (8,3 %) connaît la même évolution (respectivement +0,1 point et +0,4 point).

L'augmentation des créances douteuses nettes demeure marquée sur un an (+29,7 %, soit +69,1 millions €). Ces dernières atteignent 301,4 millions €. Les provisions affichent une croissance de 5,2 % sur un an (+18 millions €) mais diminuent de 2,3 % (-8,4 millions €) en rythme trimestriel.

Les indicateurs de vulnérabilité des **entreprises** poursuivent leur amélioration. Le nombre de personnes morales en interdit bancaire (2 937) enregistre une baisse de 2,7 % sur un an après avoir diminué de 1,9 % en septembre 2010. Sur un an, les incidents de paiement sur effets, **cumulés depuis le début de l'année**, affichent un net retrait tant en valeur (-11,2 %) qu'en volume (-13 % ; -227 incidents).

Dans le même sens, sur la clientèle des **ménages**, le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire (21 357) recule de 7,5 % (-1 728) par rapport à décembre 2009 (après -7,6 % en septembre 2010). En revanche, le nombre de retrait de cartes bancaires (427), en repli au 3^{ème} trimestre (-11,1 %), augmente de 1,9 % entre décembre 2009 et décembre 2010.

2.4 – La conjoncture bancaire et financière au premier trimestre 2011

Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des banques locales, l'activité bancaire et financière devrait poursuivre son amélioration au 1^{er} trimestre 2011 en raison d'une reprise de l'activité économique dans le département. L'ensemble des soldes d'opinion des dirigeants d'établissement sont en effet positifs, excepté celui relatif au coût du risque. Ce dernier enregistrerait toutefois une légère amélioration au deuxième trimestre. La collecte des dépôts, en hausse en fin d'année, devrait connaître une nette augmentation au 1^{er} trimestre 2011 qui se poursuivrait au trimestre suivant. L'activité de crédit s'inscrirait également en hausse mais à un rythme plus modéré.

Le produit net bancaire devrait de nouveau augmenter au 1^{er} trimestre. Cette augmentation est principalement liée à la hausse des commissions en rapport avec le volume d'activité. En dépit d'une dégradation du coût du risque, le résultat net enregistrerait une hausse. Face à une conjoncture économique mieux orientée en début d'année, les effectifs seraient en augmentation. Toutefois cette tendance ne devrait pas se poursuivre au deuxième trimestre.

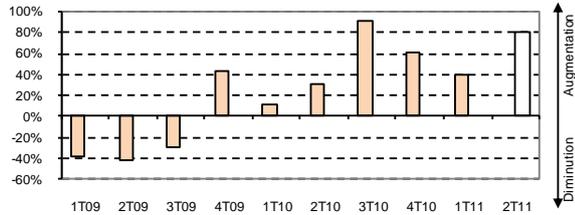
2. L'enquête auprès des établissements de crédit

Soldes d'opinion des dirigeants

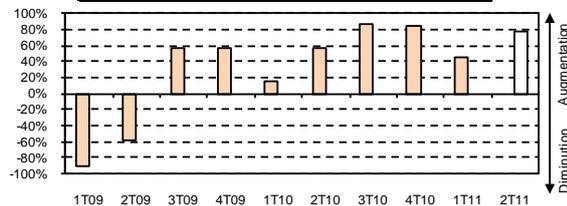
(BDAF, BFCAG, BNP, BRED, CRCAMG, FCMAG, CRCEMOM, CMAG, SOGUAFI, SGBA, CEPAC)
Enquête relative à l'activité du 1er trimestre 2011

■ Données brutes □ Prévisions

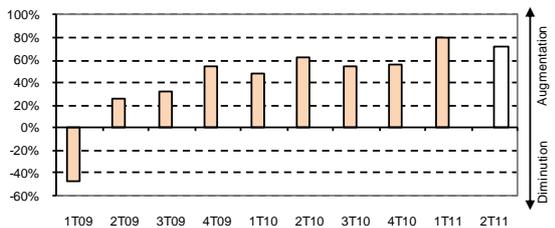
Crédits d'équipement aux entreprises



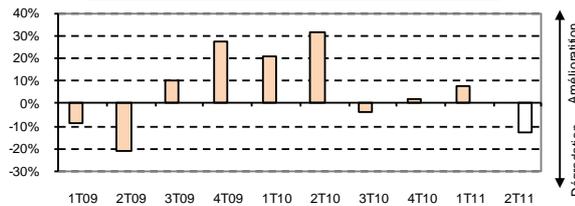
Crédits à l'habitat des particuliers



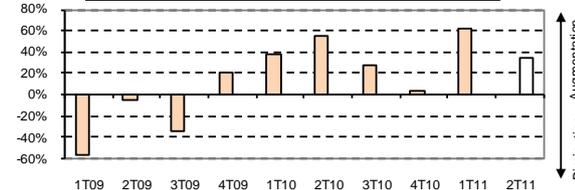
Produit net bancaire



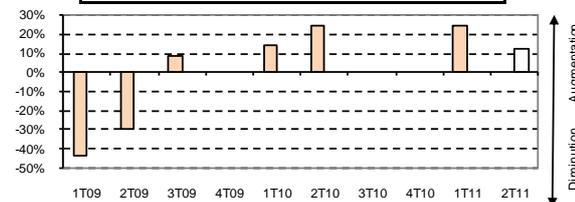
Charges d'exploitation



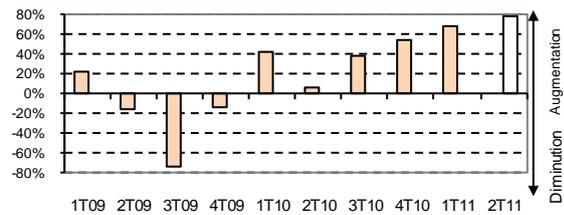
Résultat net



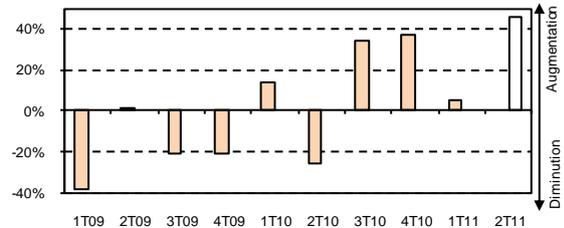
Climat social



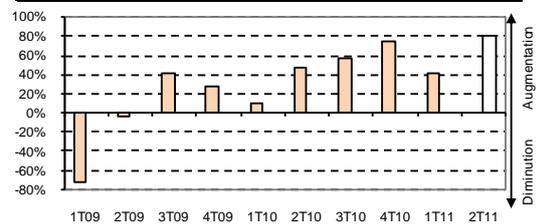
Collecte des dépôts



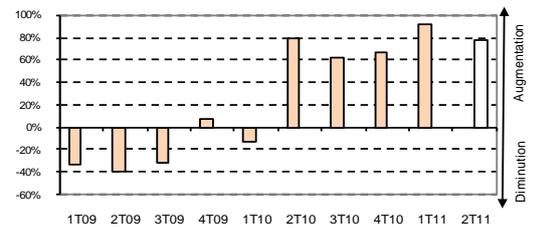
Crédits d'exploitation aux entreprises



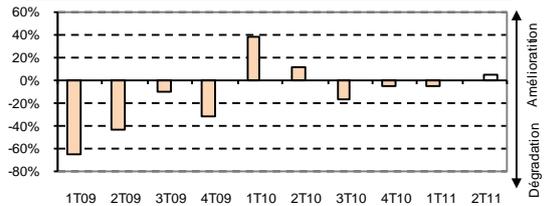
Crédits à la consommation des particuliers



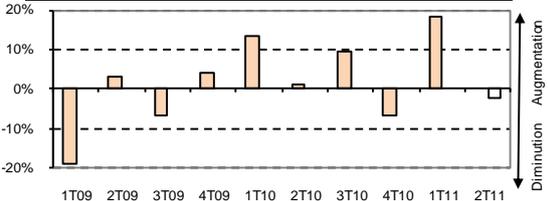
Commissions



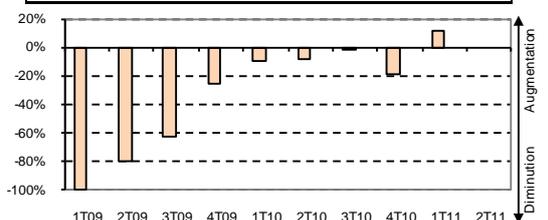
Coût du risque



Effectifs



Environnement économique



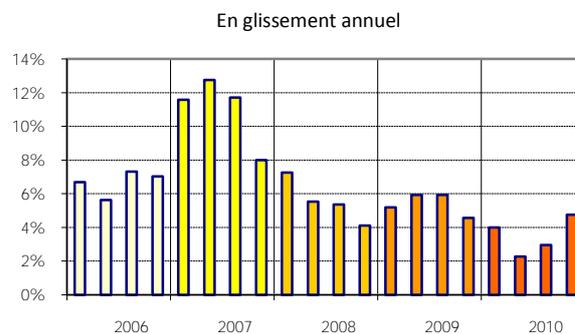
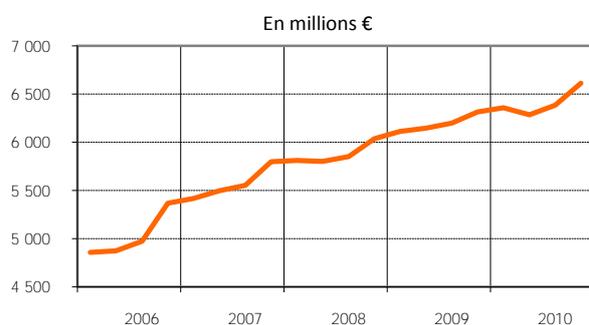
Source : IEDOM

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

ACTIFS	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc 06	déc 07	déc 08	déc 09	mars 10	juin 10	sept 10	déc 10	1 an	3 mois
Sociétés non financières	1 093,6	1 256,6	1 209,5	1 268,2	1 288,4	1 225,7	1 191,6	1 317,8	3,9%	10,6%
Dépôts à vue	718,1	856,5	741,2	793,1	788,8	783,8	757,7	884,6	11,5%	16,7%
Placements liquides ou à court terme	317,5	353,3	424,5	427,1	448,2	389,1	378,9	379,7	-11,1%	0,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	2,8	1,6	1,2	2,5	2,9	3,1	3,4	4,0	58,4%	18,6%
Placements indexés sur les taux de marché	314,8	351,7	423,4	424,6	445,3	386,0	375,5	375,7	-11,5%	0,1%
<i>dont comptes à terme</i>	28,4	135,5	198,7	19,9	206,5	18,4	19,0	19,6	0,9%	0,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	153,1	176,1	172,5	192,1	19,1	162,4	14,1	14,2	-25,0%	2,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	33,0	39,9	52,1	40,5	47,6	35,1	41,4	37,9	-6,4%	-8,5%
Epargne à long terme	58,0	46,9	43,8	47,9	51,4	52,8	55,0	53,5	11,6%	-2,7%
OPCVM non monétaires	38,9	29,0	22,1	20,5	24,5	25,2	26,3	28,2	37,2%	7,2%
Ménages	3 955,3	4 209,9	4 436,6	4 677,5	4 736,9	4 808,6	4 876,5	4 939,9	5,6%	1,3%
Dépôts à vue	917,3	986,0	1 067,0	1 147,0	1 164,7	1 207,1	1 199,7	1 223,4	6,7%	2,0%
Placements liquides ou à court terme	1 357,7	1 468,2	1 632,1	1 628,7	1 625,7	1 650,0	1 648,3	1 656,8	1,7%	0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1203,3	1262,9	1361,4	1448,8	1443,0	1455,0	1456,4	1472,8	1,7%	1,1%
<i>Livrets ordinaires</i>	554,7	562,3	594,5	620,7	616,2	620,1	619,6	619,7	-0,2%	0,0%
<i>Livrets A et bleus</i>	378,8	397,6	439,0	507,3	52,8	520,9	523,7	536,3	5,7%	2,4%
<i>Livrets jeunes</i>	13,8	14,9	15,8	15,4	14,9	15,1	14,9	15,2	-1,8%	1,6%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	62,4	68,7	72,5	60,7	53,5	53,7	53,7	53,8	-11,4%	0,1%
<i>Livrets de développement durable</i>	88,2	12,1	130,5	134,8	135,6	135,3	134,6	136,7	1,4%	1,6%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	105,3	107,3	109,1	109,9	110,0	110,0	109,9	111,2	1,2%	1,2%
Placements indexés sur les taux de marché	154,4	205,3	270,8	179,9	182,7	194,9	191,9	184,0	2,3%	-4,1%
<i>dont comptes à terme</i>	104,7	139,4	197,3	18,5	12,7	138,3	137,3	132,0	11,4%	-3,8%
<i>dont bons de caisse</i>	1,6	1,2	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	-0,3%	20,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	48,1	64,8	72,6	60,6	58,3	56,0	54,0	51,2	-15,6%	-5,2%
Epargne à long terme	1 680,3	1 755,7	1 737,5	1 901,8	1 946,4	1 951,5	2 028,5	2 059,7	8,3%	1,5%
Plans d'épargne logement	478,4	463,5	445,5	443,7	439,7	438,5	436,4	445,9	0,5%	2,2%
Plans d'épargne populaire	92,6	88,9	84,2	81,7	80,2	78,6	76,8	76,8	-5,9%	0,1%
Autres comptes d'épargne	5,2	6,9	7,0	6,7	6,8	6,5	6,4	6,0	-10,4%	-6,4%
Portefeuille-titres	173,3	166,1	146,3	181,0	182,7	180,1	189,6	186,0	2,8%	-1,9%
OPCVM non monétaires	99,1	101,4	81,8	81,2	85,9	75,6	77,0	76,4	-5,8%	-0,7%
Contrats d'assurance-vie	831,6	928,9	972,7	1 107,6	1 151,1	1 172,2	1 242,3	1 268,5	14,5%	2,1%
Autres agents	319,4	331,3	390,6	367,0	332,7	249,7	314,1	355,1	-3,2%	13,1%
Dépôts à vue	207,4	179,1	226,9	221,7	201,1	151,2	193,3	229,5	3,5%	18,7%
Placements liquides ou à court terme	93,4	134,1	146,2	131,3	112,9	81,1	102,0	103,4	-2,13%	1,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	30,5	28,4	29,2	42,1	42,3	25,9	38,2	41,2	-2,0%	7,9%
Placements indexés sur les taux de marché	62,9	105,7	117,0	89,2	70,6	55,2	63,8	62,1	-30,4%	-2,7%
<i>dont comptes à terme</i>	28,3	56,6	73,8	55,0	39,7	18,6	31,5	24,6	-55,2%	-22,0%
Epargne à long terme	18,5	18,1	17,5	13,9	18,7	17,4	18,8	22,3	60,1%	18,7%
Total actifs financiers	5 368,2	5 797,8	6 036,7	6 312,7	6 358,0	6 284,0	6 382,2	6 612,8	4,8%	3,6%
Dépôts à vue	1 842,8	2 021,6	2 035,0	2 161,8	2 154,7	2 142,2	2 150,7	2 337,5	8,1%	8,7%
Placements liquides ou à court terme	1 768,6	1 955,5	2 202,9	2 187,2	2 186,9	2 120,1	2 129,3	2 139,9	-2,2%	0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1236,6	1292,8	1391,7	1493,5	1488,2	1481,6	1495,6	1518,0	1,6%	1,5%
Placements indexés sur les taux de marché	532,0	662,7	811,2	693,7	698,7	636,1	633,3	621,9	-10,4%	-1,5%
Epargne à long terme	1 756,8	1 820,7	1 798,8	1 963,6	2 016,4	2 021,7	2 102,2	2 135,5	8,8%	1,6%

Source : IEDOM

Ensemble des actifs financiers

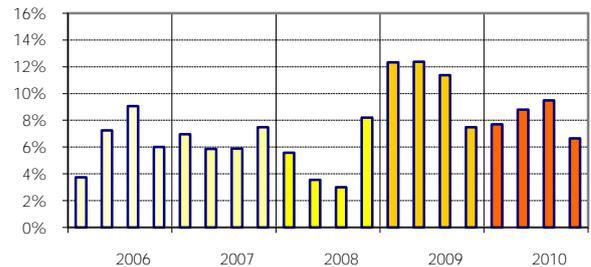
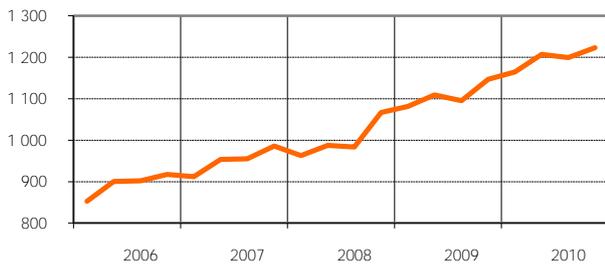


Les placements des ménages

En millions €

Dépôts à vue

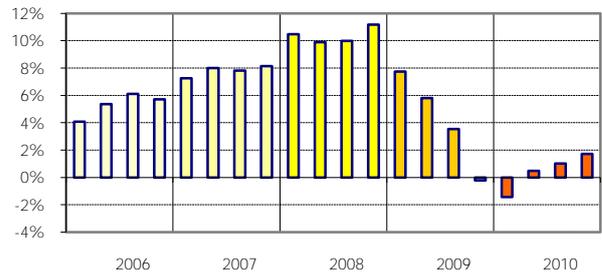
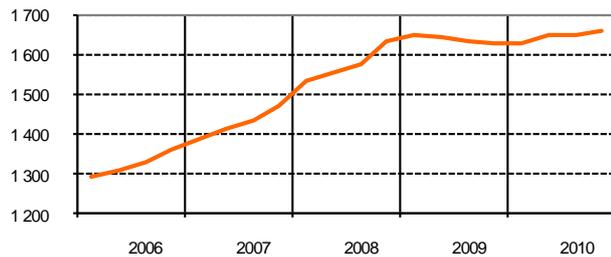
variation en glissement annuel (en %)



En millions €

Placements liquides à court terme

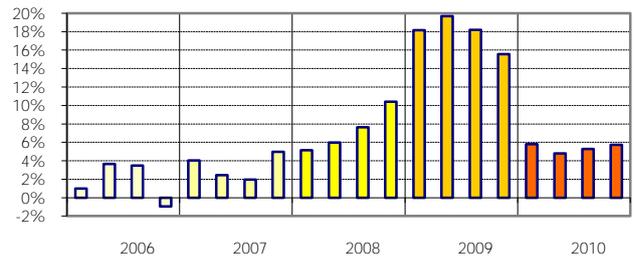
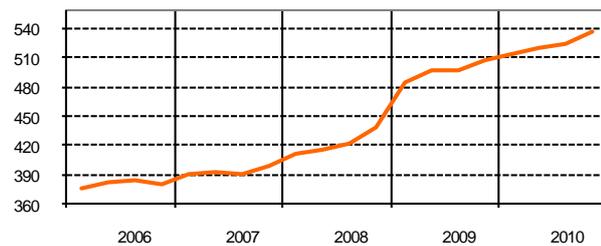
variation en glissement annuel (en %)



En millions €

Livrets A et Bleu

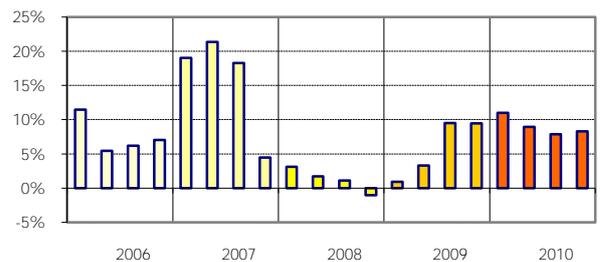
variation en glissement annuel (en %)



En millions €

Épargne à long terme

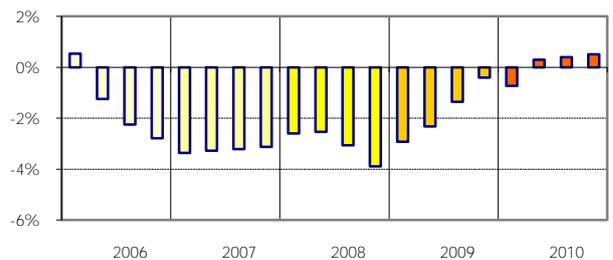
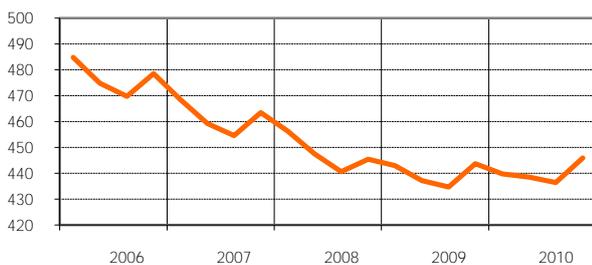
variation en glissement annuel (en %)



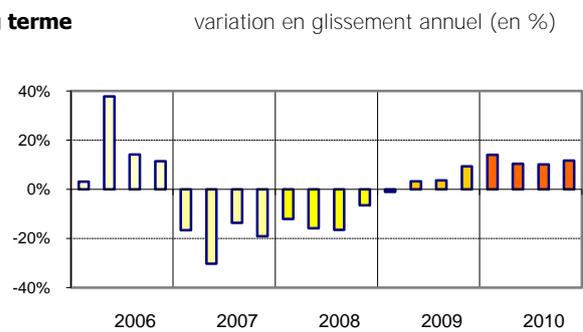
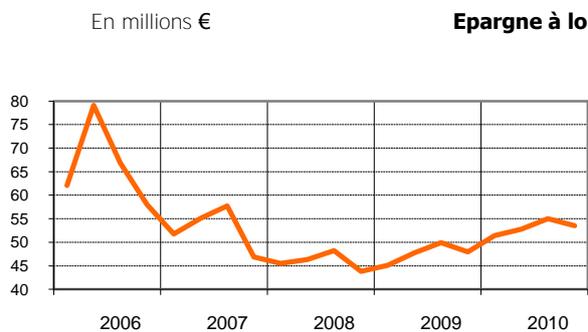
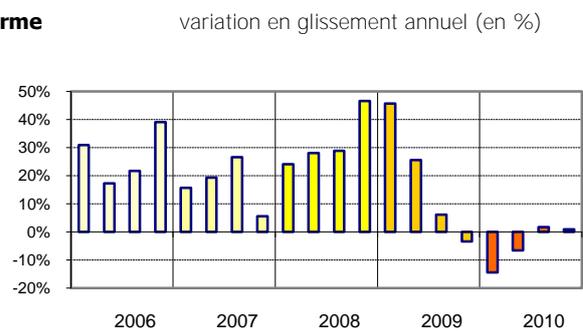
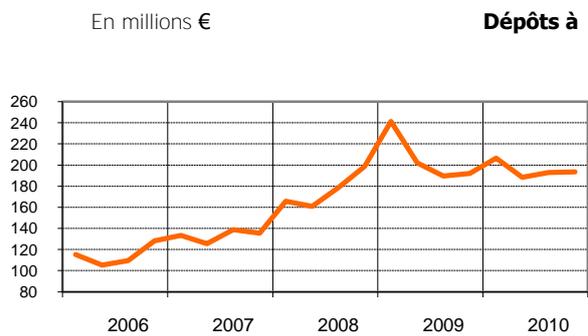
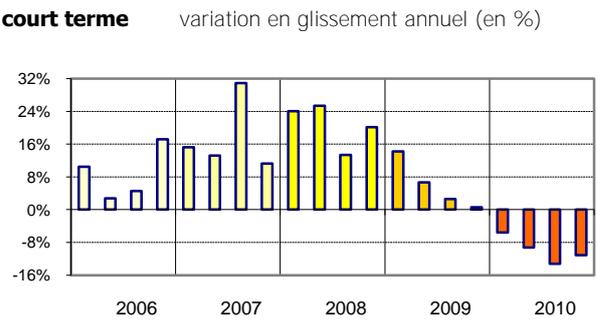
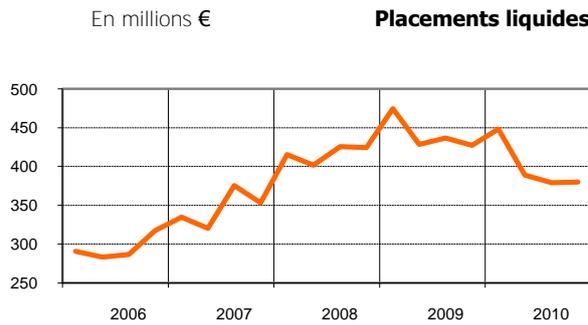
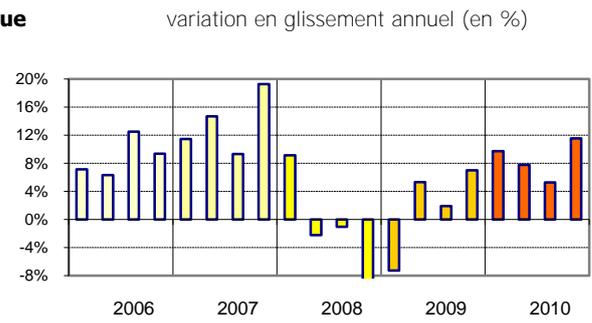
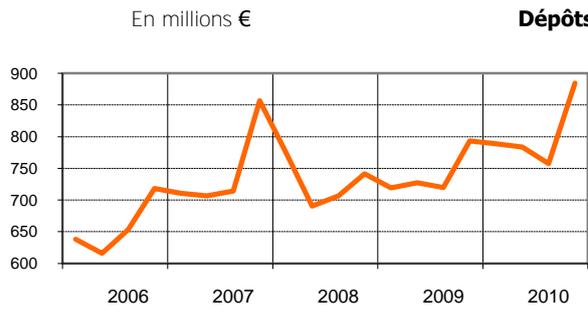
En millions €

Plans d'épargne logement

variation en glissement annuel (en %)



Les disponibilités des entreprises



4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

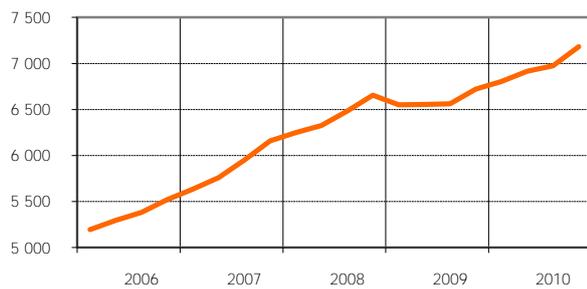
4.1 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

CCB Tous établissements	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc 06	déc 07	déc 08	déc 09	mars 10	juin 10	sept 10	déc 10	an	trim	
Entreprises	2 756,1	3 109,1	3 350,8	3 309,5	3 301,6	3 295,8	3 269,3	3 370,1	1,8%	3,1%	
Crédits d'exploitation	418,0	455,9	449,6	397,0	380,7	363,5	350,3	354,4	-10,7%	1,2%	
Créances commerciales	37,7	42,3	38,6	36,0	29,2	34,4	36,1	37,6	4,5%	4,2%	
Crédits de trésorerie	211,8	190,0	200,9	175,3	170,7	170,5	173,8	152,4	-13,1%	-12,3%	
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	53,3	48,2	45,6	42,5	40,9	40,5	39,9	39,9	-6,1%	0,2%	
Comptes ordinaires débiteurs	139,3	187,7	182,6	160,7	158,7	135,1	117,7	132,2	-17,7%	12,3%	
Affacturage	29,2	35,8	27,6	25,0	22,1	23,5	22,8	32,2	28,6%	415%	
Crédits d'investissement	1 033,2	1 224,9	1 388,1	1 325,5	1 312,5	1 345,7	1 333,3	1 394,4	5,2%	4,6%	
Crédits à l'équipement	838,8	1003,7	1169,6	1091,9	1073,4	1115,5	1104,1	1159,2	6,2%	5,0%	
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	105,0	115,5	136,1	131,8	133,2	130,4	128,1	126,4	-4,1%	-1,3%	
Crédit-bail	194,4	221,2	218,5	233,5	239,0	234,2	229,2	235,1	0,7%	2,6%	
Crédits à l'habitat	1 288,7	1 409,2	1 495,9	1 569,2	1 590,4	1 561,3	1 563,5	1 598,6	1,9%	2,2%	
Autres crédits	16,2	19,1	17,1	17,8	18,1	25,3	22,2	22,6	27,3%	1,9%	
Ménages	2 037,1	2 267,2	2 448,5	2 507,8	2 526,4	2 613,1	2 655,5	2 730,4	8,9%	2,8%	
Crédits à la consommation	828,3	885,2	921,2	903,4	900,9	919,8	932,7	951,5	5,3%	2,0%	
Crédits de trésorerie	746,9	805,2	835,3	829,4	824,5	842,4	854,6	874,7	5,5%	2,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	43,8	39,7	46,3	42,9	45,5	48,0	48,7	47,4	10,7%	-2,7%	
Crédit-bail	37,6	40,2	39,6	31,2	30,8	29,4	29,4	29,4	-5,8%	0,0%	
Crédits à l'habitat	1 206,2	1 379,8	1 525,1	1 602,8	1 624,1	1 691,9	1 721,3	1 777,4	10,9%	3,3%	
Autres crédits	2,6	2,2	2,2	1,5	1,4	1,4	1,5	1,5	-4,6%	-2,3%	
Collectivités locales	579,7	633,7	665,0	680,0	714,4	741,1	749,8	762,5	12,1%	1,7%	
Crédits d'exploitation	23,0	3,2	17,7	7,6	7,5	7,3	9,4	8,7	15,8%	-6,5%	
Crédits de trésorerie	23,0	3,2	16,5	7,4	6,8	6,9	9,3	8,3	13,0%	-10,3%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,1	1,2	0,2	0,7	0,4	0,1	0,4	ns	483,6%	
Crédits d'investissement	546,7	630,5	647,3	672,4	696,9	723,8	730,4	753,8	12,4%	1,8%	
Crédits à l'équipement	509,1	615,7	633,6	659,6	695,0	721,1	728,3	741,7	12,5%	1,8%	
Crédit-bail	11,0	9,9	13,7	12,8	11,9	12,7	12,1	12,1	-30,4%	-8,7%	
Crédits à l'habitat	30,0	0,0	-66,3%	-49,3%							
Autres crédits	15,7	13,8	13,0	12,3	11,3	12,3	11,6	11,6	-5,4%	0,0%	
Autres agents et CCB non ventilés	147,1	150,5	190,6	224,5	263,4	264,3	298,7	318,9	42,1%	6,8%	
Total sain	5 520,0	6 160,5	6 654,8	6 721,8	6 805,8	6 914,3	6 973,3	7 181,8	6,8%	3,0%	
Créances douteuses brutes	568,3	596,8	564,0	575,0	596,4	600,2	623,4	662,1	15,1%	6,2%	
Créances douteuses nettes	201,4	230,3	210,8	232,4	242,8	239,1	254,3	301,4	29,7%	18,5%	
Provisions	367,4	366,6	353,3	342,7	353,7	361,1	369,1	360,7	5,2%	-2,3%	
Encours total	6 088,3	6 757,2	7 218,8	7 296,8	7 402,2	7 514,5	7 596,7	7 844,0	7,5%	3,3%	
<i>Taux de créances douteuses</i>	<i>9,3%</i>	<i>8,8%</i>	<i>7,8%</i>	<i>7,9%</i>	<i>8,1%</i>	<i>8,0%</i>	<i>8,2%</i>	<i>8,4%</i>	<i>0,6 pt</i>	<i>0,2 pt</i>	
<i>Taux de provisionnement</i>	<i>64,6%</i>	<i>61,4%</i>	<i>62,6%</i>	<i>59,6%</i>	<i>59,3%</i>	<i>60,2%</i>	<i>59,2%</i>	<i>54,5%</i>	<i>-5,1 pt</i>	<i>-4,7 pt</i>	

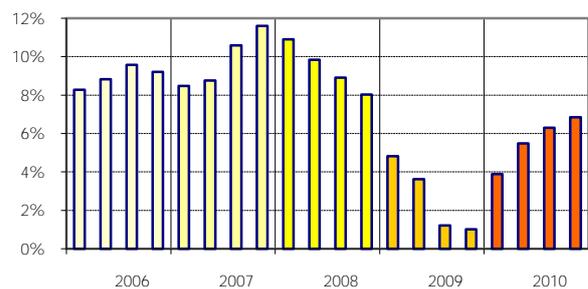
Source : IEDOM

Encours de crédit sain total

En millions €



variation en glissement annuel (en %)



4.2 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

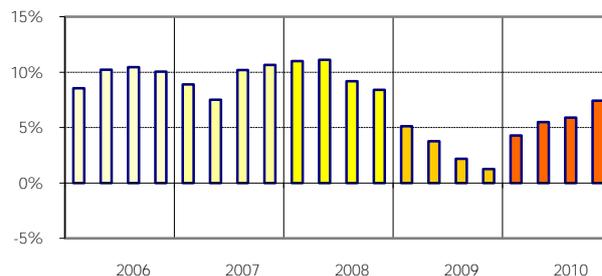
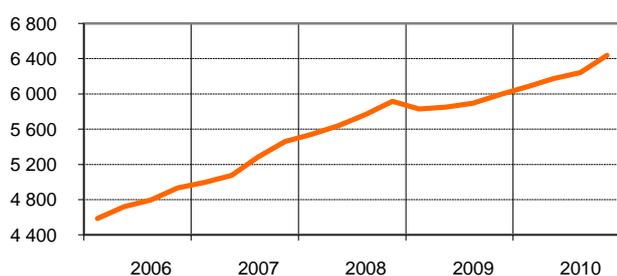
CCB Etablissements locaux	Montants en millions d'euros								Variations %	
	déc 06	déc 07	déc 08	déc 09	mars 10	juin 10	sept 10	déc 10	1 an	3 mois
Entreprises	2 367,8	2 608,6	2 837,1	2 805,2	2 798,8	2 798,5	2 781,0	2 859,2	1,9%	2,8%
Crédits d'exploitation	382,6	413,2	413,2	366,7	349,7	333,0	328,3	337,1	-8,1%	2,7%
Créances commerciales	37,6	42,1	38,1	35,0	27,8	30,7	31,8	36,7	4,9%	15,3%
Crédits de trésorerie	195,9	177,8	186,2	163,6	157,2	157,8	161,7	140,9	-13,9%	-12,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	51,9	46,9	45,0	42,3	40,4	40,2	39,4	39,7	-6,2%	0,7%
Comptes ordinaires débiteurs	120,0	157,6	161,4	143,0	142,7	121,0	112,0	127,2	-11,0%	13,6%
Affacturage	29,1	35,7	27,6	25,0	22,1	23,5	22,8	32,2	28,6%	41,5%
Crédits d'investissement	687,9	774,2	916,8	855,1	843,1	882,2	870,1	904,5	5,8%	4,0%
Crédits à l'équipement	585,8	666,1	806,9	764,0	752,0	792,5	783,7	819,0	7,2%	4,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	67,0	65,3	88,6	85,1	86,1	79,6	77,0	75,2	-11,7%	-2,3%
Crédit-bail	102,1	108,1	109,9	91,1	91,1	89,8	86,4	85,5	-6,1%	-1,1%
Crédits à l'habitat	1 281,1	1 402,1	1 490,1	1 565,6	1 587,9	1 557,9	1 560,4	1 595,0	1,9%	2,2%
Autres crédits	16,2	19,1	17,1	17,8	18,1	25,3	22,2	22,6	27,3%	1,9%
Ménages	2 012,4	2 246,1	2 430,5	2 485,8	2 504,8	2 576,3	2 616,7	2 698,3	8,5%	3,1%
Crédits à la consommation	827,9	884,8	920,8	903,2	900,7	910,3	921,1	940,9	4,2%	2,1%
Crédits de trésorerie	746,9	805,2	835,2	829,4	824,5	833,0	843,2	864,4	4,2%	2,5%
Comptes ordinaires débiteurs	43,4	39,4	46,0	42,7	45,4	47,8	48,5	47,1	10,3%	-3,0%
Crédit-bail	37,6	40,2	39,6	31,2	30,8	29,4	29,4	29,4	-5,8%	0,0%
Crédits à l'habitat	1 181,9	1 359,1	1 507,5	1 581,0	1 602,7	1 664,6	1 694,1	1 756,0	11,1%	3,7%
Autres crédits	2,6	2,2	2,2	1,5	1,4	1,4	1,5	1,5	-4,6%	-2,3%
Collectivités locales	443,8	494,9	518,2	541,4	581,8	605,5	615,4	628,8	16,1%	2,2%
Crédits d'exploitation	1,0	3,2	13,0	7,3	7,5	7,3	9,4	8,7	19,2%	-6,5%
Crédits de trésorerie	1,0	3,2	11,8	7,2	6,8	6,9	9,3	8,3	16,2%	-10,3%
Comptes ordinaires débiteurs	0,0	0,1	1,2	0,2	0,7	0,4	0,1	0,4	ns	ns
Crédits d'investissement	396,1	477,7	492,2	521,7	563,0	586,0	594,4	608,4	16,6%	2,4%
Crédits à l'équipement	395,6	477,4	491,8	521,4	562,7	585,7	594,2	608,2	16,6%	2,4%
Crédit-bail	0,5	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	ns	ns
Crédits à l'habitat	30,9	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Autres crédits	15,7	13,8	13,0	12,3	11,3	12,3	11,6	11,6	ns	ns
Autres agents et CCB non ventilés	108,6	108,2	130,7	158,1	191,3	192,8	228,5	248,8	57,3%	8,9%
Total sain	4 932,5	5 457,7	5 916,4	5 990,4	6 076,7	6 173,1	6 241,57	6 435,0	7,4%	3,1%
Créances douteuses brutes	501,0	523,1	508,1	510,7	533,5	534,1	553,6	580,1	13,6%	4,8%
Créances douteuses nettes	134,1	156,7	154,9	168,0	179,8	173,0	184,5	219,4	30,6%	18,9%
Provisions	367,4	366,6	353,3	342,7	353,7	361,1	369,1	360,7	5,2%	-2,3%
Total brut	5 433,5	5 980,8	6 424,6	6 501,1	6 610,2	6 707,2	6 795,1	7 015,1	7,9%	3,2%
<i>Taux de créances douteuses</i>	9,2%	8,7%	7,9%	7,9%	8,1%	8,0%	8,1%	8,3%	0,4 pt	0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	73,3%	70,1%	69,5%	67,1%	66,3%	67,6%	66,7%	62,2%	-4,9 pt	-4,5 pt

Source : IEDOM

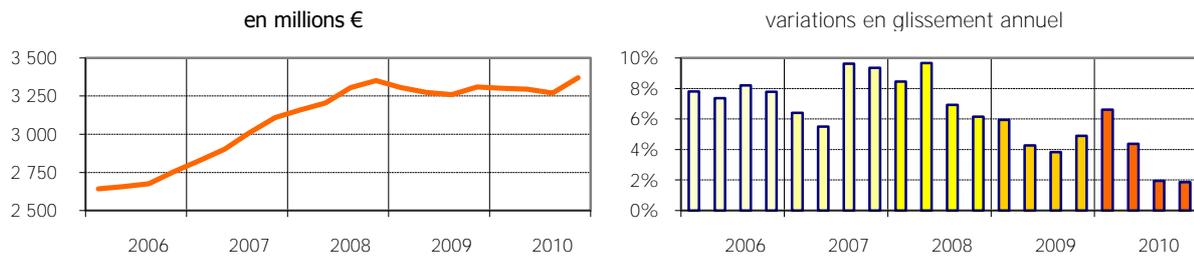
Encours de crédit sain des EC locaux

En millions €

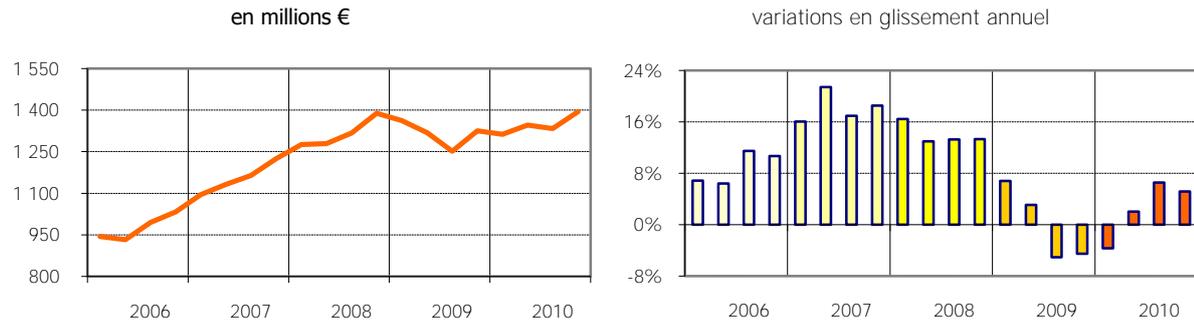
variation en glissement annuel (en %)



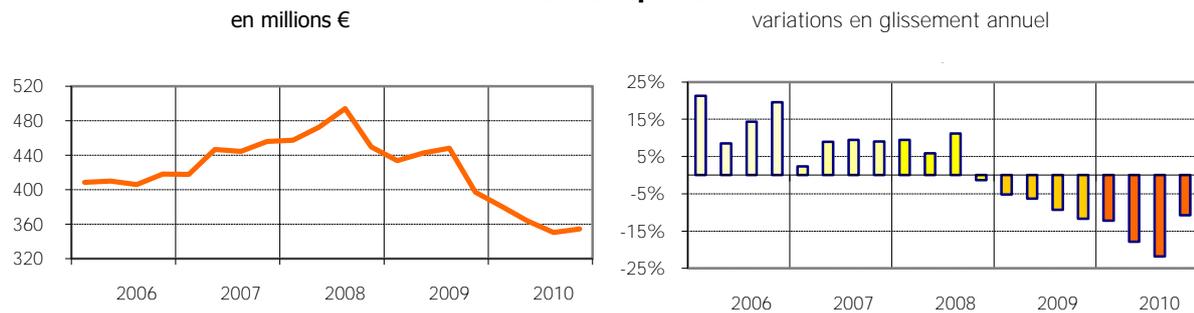
Ensemble des concours sains



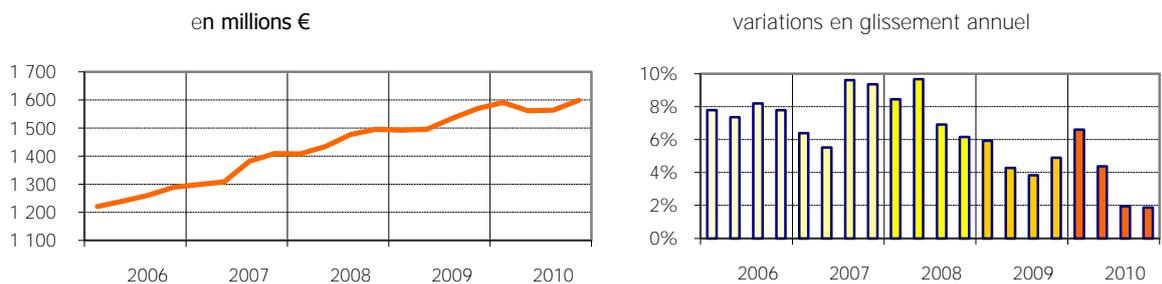
Crédits d'investissement



Crédits d'exploitation



Crédits immobiliers

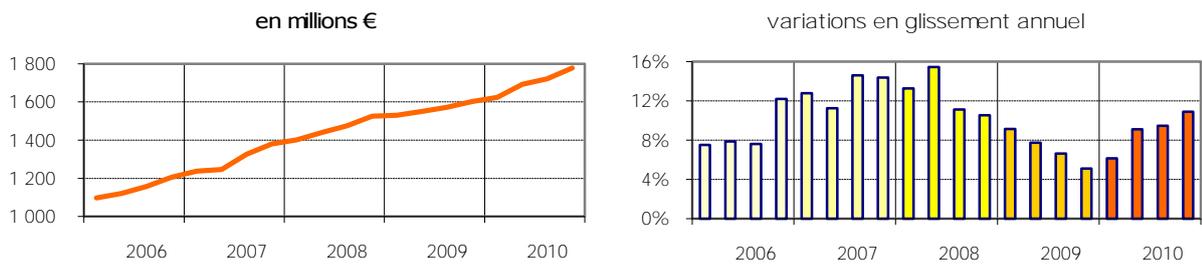


L'endettement des ménages

Ensemble des concours sains



Crédits à l'habitat

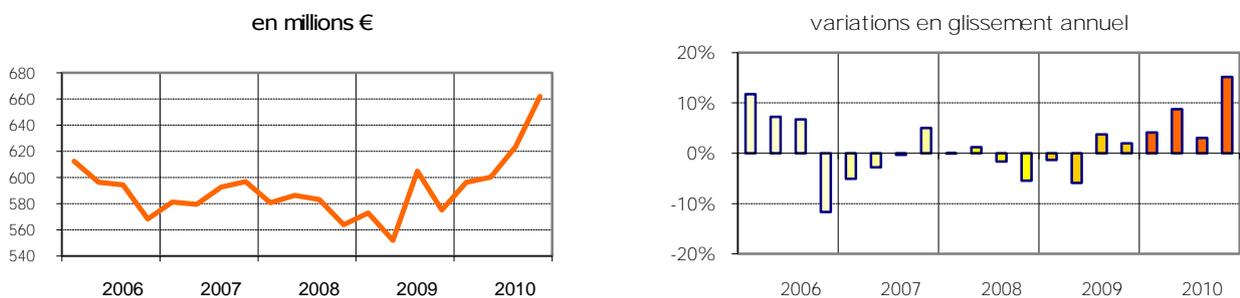


Crédits à la consommation



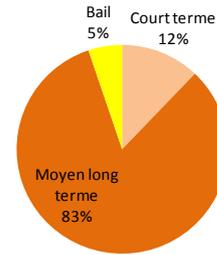
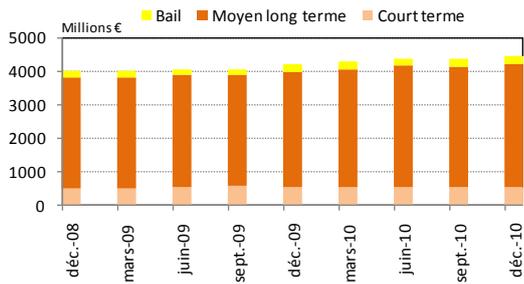
L'évolution des créances douteuses brutes

Créances douteuses brutes

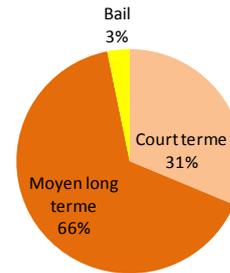
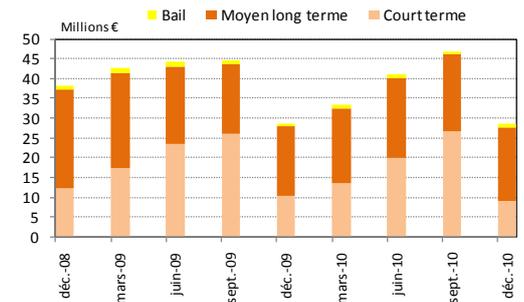


5. Risques sectoriels¹

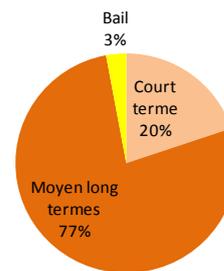
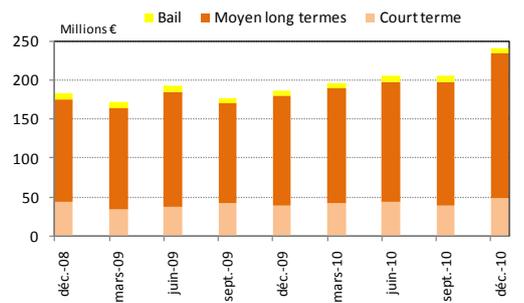
Evolution globale



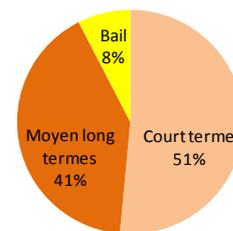
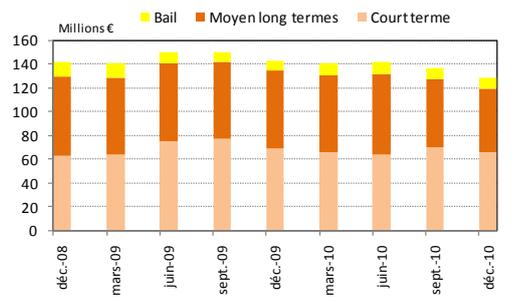
Secteur primaire



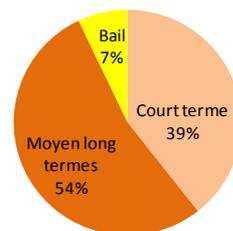
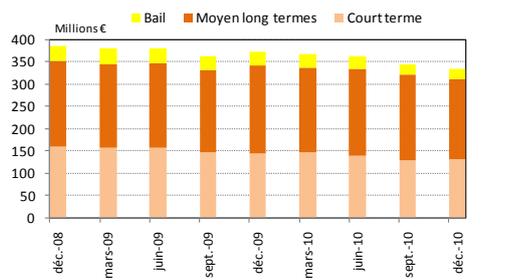
Industrie



Construction

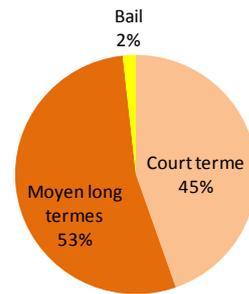
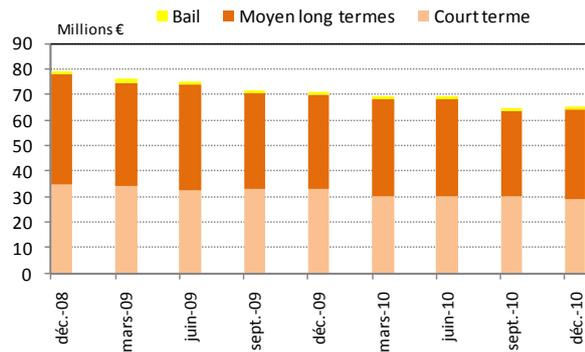


Commerce

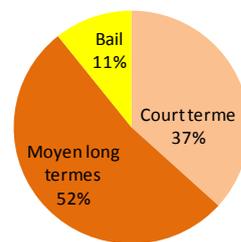
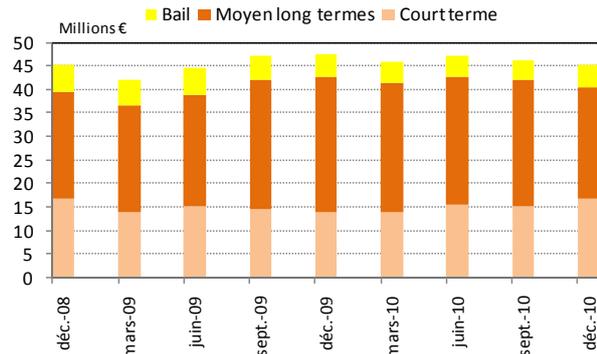


¹ Les données présentées ici sont issues du Service Central des Risques de la Banque de France et ne comprennent pas les engagements de hors bilan ni les encours titrisés.

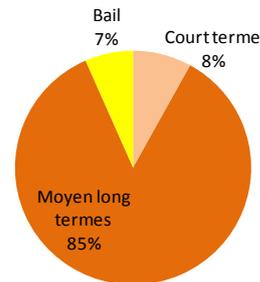
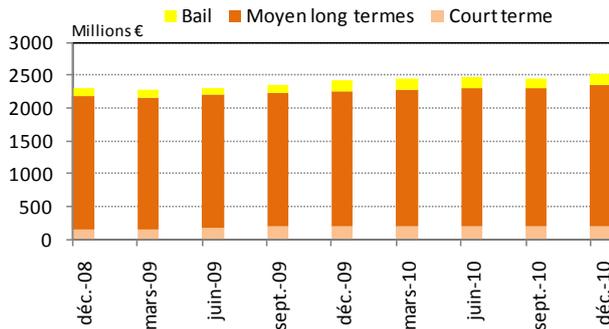
Hôtels - restaurants



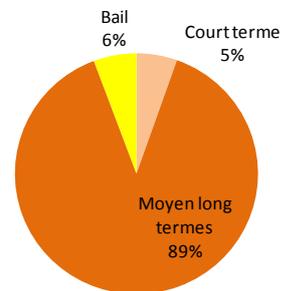
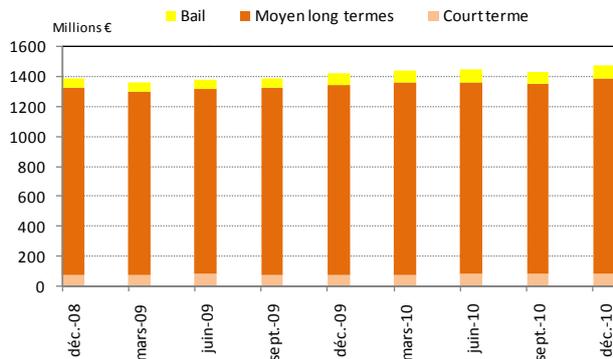
Transports



Services



dont Immobilier

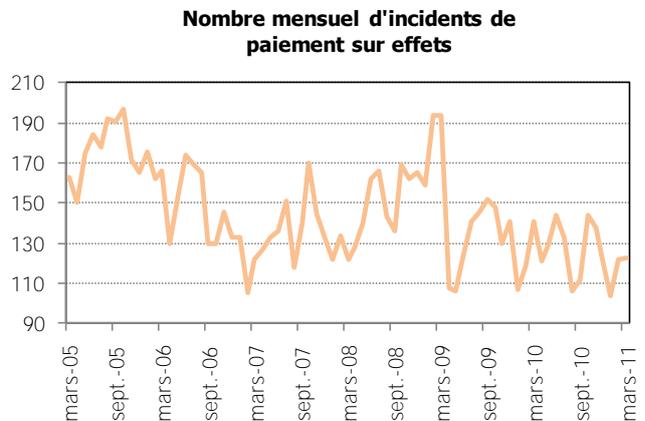
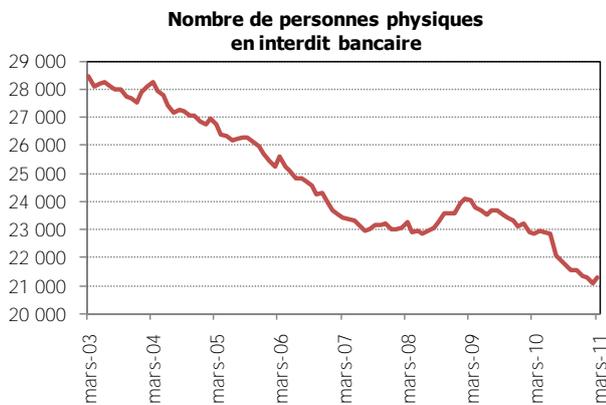


6. Indicateurs de vulnérabilité

Principaux indicateurs de vulnérabilité recensés sur la place bancaire locale

	nombre	var an. %	var an. abs.
Incidents de paiement sur effets (IPE) 31 mars 2011			
Cumul annuel des IPE en nombre	349	-4,9%	-18
Cumul annuel des IPE en milliers €	3 276	-11,2%	-415
Interdits bancaires 31 mars 2011			
Nombre de personnes morales interdites bancaires	2 898	-4,3%	-129
Personnes physiques interdites bancaires	21 272	-6,8%	-1 552
Surendettement 31 mars 2011			
Nombre de dossiers déposés (cumul annuel)	121	61,3%	46
Décisions de retrait de cartes bancaires 31 mars 2011			
Cumul annuel du nombre de retraits de CB	1 344	-9,3%	-137

Source : Banque de France, IEDOM



Source : Banque de France, IEDOM

7. Rappel des taux

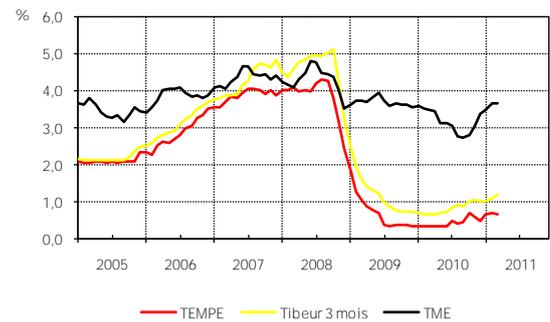
7.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE		TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er février 2011)		
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/09)	100%	Livret A et bleu 2,00%	LDD 2,00%	LEP 2,50%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/09)	0,25%	PEL* 2,50%	CEL* 1,25%	
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/09)	1,75%	TAUX D'INTERET LEGAL		
		ANNEE 2010 (JO du 03/02/11)		0,38%
		ANNEE 2009 (JO du 11/02/10)		0,65%

* Hors prime d'Etat

Source : Banque de France

7.2 Principaux taux de marché



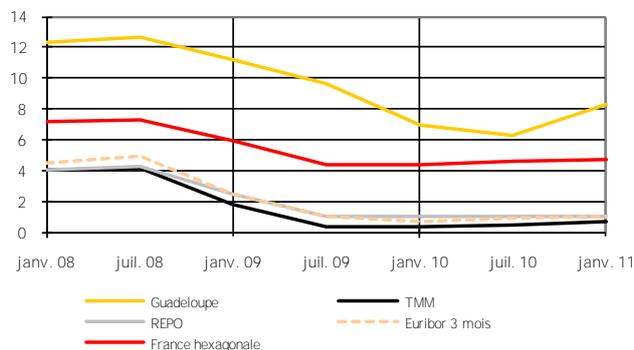
7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

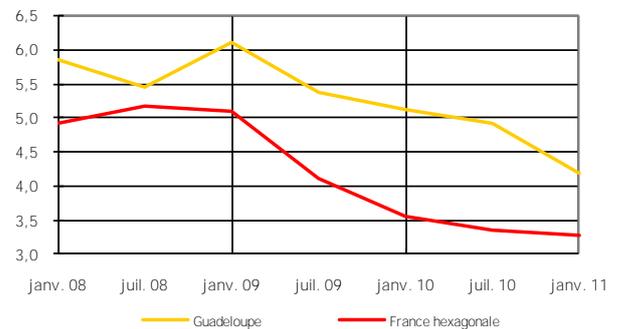
en %	juil 2009	janv 2010	juil 2010	janv 2011	Var. en pts 6 mois	1 an
Crédits CT						
Escompte	5,90	5,90	3,87	6,08	2,21	0,18
Découvert	9,59	6,94	6,32	8,35	2,03	1,40
Autres crédits CT	7,16	6,85	6,56	4,18	-2,38	-2,67
Total crédits CT	8,21	6,57	5,49	6,76	1,27	0,19
Crédits MT et LT	5,38	5,11	4,93	4,18	-0,75	-0,93
ENSEMBLE	6,57	5,69	5,14	5,19	0,05	-0,50

Source : IEDOM

Taux des découverts



Taux des crédits à moyen et long termes



Source : IEDOM, Banque de France

7.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n° 66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif pratiqué au 4 ^{eme} trim. 2010 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2011
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers		
	- Prêts à taux fixe	4,13%	5,51%
	- Prêts à taux variable	3,72%	4,96%
	- Prêts relais	4,41%	5,88%
	Autres prêts aux particuliers		
- Prêts ≤ 1524 € (*)	15,98%	21,31%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	14,75%	19,67%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	5,83%	7,77%	
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises		
- Découverts en compte (**)	10,33%	13,77%	

L'article 7 de la loi la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

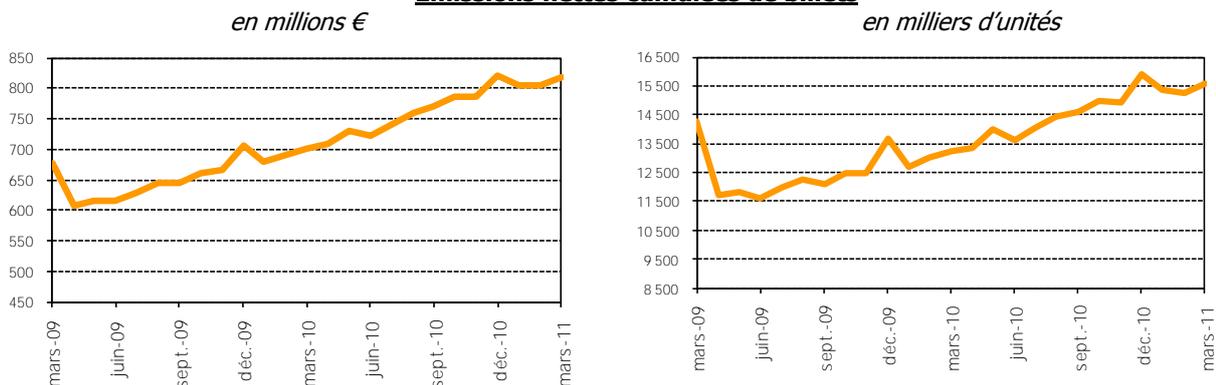
(**) ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

Source : Banque de France

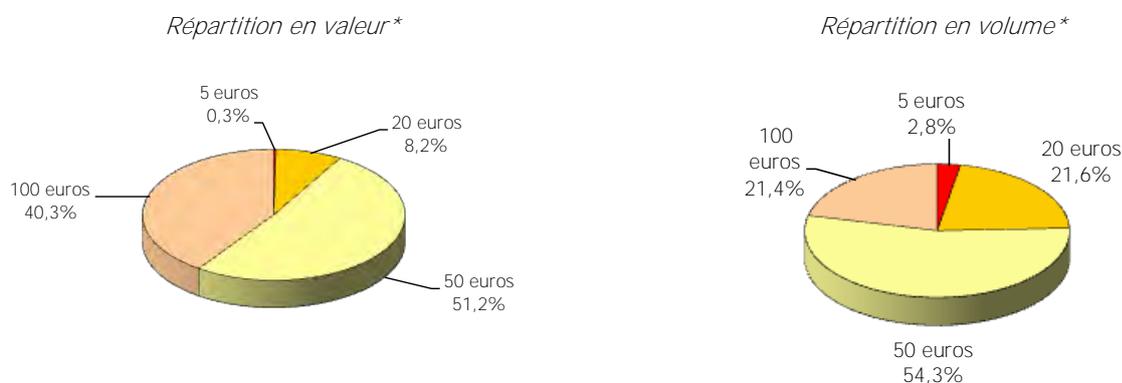
8. Monnaie fiduciaire

8.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets



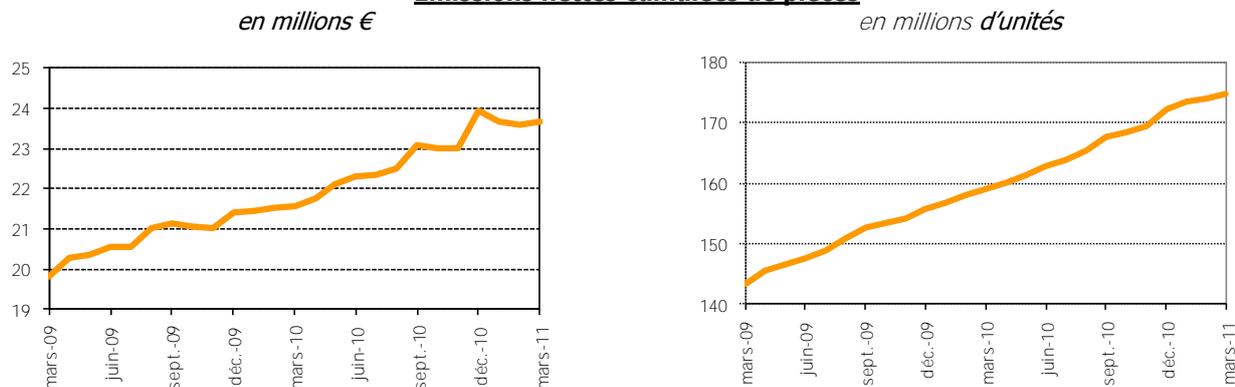
Répartition par coupure de l'émission nette de billets au 31 mars 2011



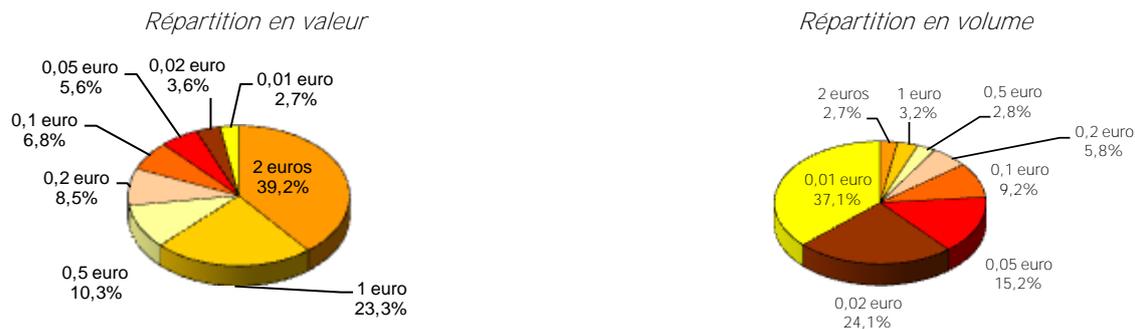
* hors billets de 10, 200 et 500 euros (la contribution étant négative)

8.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition par coupure de l'émission nette de pièces au 31 mars 2011



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Charles APANON

Guy DELAMAIRE

Lorry HAJJAR

Michelle MINATCHY

Eric MORIAME

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Parc d'activités La providence – ZAC de Dothémare - 97 139 LES ABYMES
Téléphone : 0590.93.74.00 – télécopie : 0590.93.74.25
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas DE SEZE
Responsable de la rédaction : Charles APANON
Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 06 mai 2011
Dépôt légal : mai 2011 - n° ISSN : 0296-3116